L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 19 FEVRIER 1868.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73.

Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18; par semestre, $9; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 centvs.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il aura convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 p. cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents net la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire d'une page paraîtra à jours alternés, à 10 heures et demie du matin, à l'entrepôt de Montgomery, 350 balles de foin.

Sous —M. D. E. Morphy, encanteur, vendra ce matin, à 10 heures et demie, à l'entrepôt de Montgomery, 350 balles de foin.

Grande vente de marchandises sèches.—MM Hoffman, Stark & Co., feront aujourd'hui, 19 février, à 10 heures du matin, à leur salle d'encan de la rue de Chartres No 38, une vente qui sera certainement une des plus fortes de la saison. Le stock est immense et se compose de marchandises étrangères et manufacturées, parmi lesquelles nous remarquons 15 caisses de jaconas français, à 60 jours de crédit. Ces jaconas seront vendus à midi, et à 1 heure 300 lots de marchandises diverses seront offerts en vente sans réserve. Nous invitons tous les marchands à ne pas manquer cette occasion d'acheter de bonnes choses à très bas prix modiques, car cette occasion manquée, il peut se faire qu'elle ne revienne pas de si tôt. Voyez l'annonce ou vont spécifiés les lots qui vont composer cet immense fonds de marchandises.

Les Finances de l'Etat.

La loi fait un devoir à l'Auditeur et au Trésorier d'Etat d'adresser chaque année au Gouverneur un rapport que celui-ci transmet à la Législature. Comme sous l'empire du régime actuel le pouvoir législatif a passé dans les mains du commandant militaire, MM. Peralta et Giffen ont adressé à ce dernier un rapport succinct dans lequel se trouve exposée la situation financière de l'Etat. Nous donnons ci-dessous la traduction de ce document dont nous avons publié le texte anglais dans notre numéro d'hier.

La situation, comme on le verra, est loin d'être florissante. La dette flottante au 1er janvier 1868 peut se résumer ainsi :

Déficit suivant le rapport	$1,313,000 00
Empruntz sur dépôts de titres	365,000 00
Dettes contractées par le bureau des levées, environ	1,200,000 00
Total	$2,878,000 00

Comme la dette pour les levées dépassera probablement le chiffre indiqué, on peut dire que l'Etat se trouve en présence d'une dette flottante de trois millions en chiffres ronds, sans parler de la dette ordinaire qui s'élève à un chiffre considérable. La valeur des propriétés assessées est de 250 millions, et si l'agriculture pouvait reprendre son essor, avec une bonne administration des finances de l'Etat, on sortirait promptement des embarras actuels. Mais, dans l'état de pénurie où se trouvent l'agriculture, l'industrie et le commerce, l'accroissement des impôts est un moyen auquel il ne faut avoir recours qu'à la dernière extrémité.

Bien que nous n'ayons pas de Législature cette année, les dépenses de 1868 sont évaluées à plus d'un million. Il est donc impossible de réduire dans l'année à venir cent mille piastres d'économie sur ces divers chapitres ; mais cela ne suffirait pas pour couvrir le déficit, et il est probable qu'il faudra adopter la suggestion contenue dans le rapport.

Etat de la Louisiane,
Département du Trésor,
Nouvelle-Orléans 12 décembre 1867.

Au Major-Général W. S. Hancock, commandant le cinquième district judiciaire.

Monsieur,—Conformément à votre désir, nous vous présentons nos vues sur la condition du Trésor de l'Etat, avec des observations et des suggestions qui nous paraissent de nature à faire une idée correcte de la situation présente et de la perspective des affaires financières de l'Etat.

Avant d'autre, cependant, dans la discussion des points principaux de ce rapport, nous croyons devoir, comme acte de justice envers nous-mêmes, de nous référer à ce que nous avons fait il y a deux mois. Dans son dernier rapport annuel, l'Auditeur a mis la Législature en garde contre les embarras financiers qui pouvaient en ce moment surgir (Voir le rapport de l'Auditeur page 200). Il était clair alors, qu'à moins d'adopter des mesures spéciales, le Trésor ferait faillite sous la loi qui régissait sa circulation. (Voir la Sec. 2 de l'Acte No 5 de 1866 page 8.) La Législature, dans le but de relever les finances de l'Etat, a passé un acte qui autorise l'échange d'obligations de l'Etat contre des billets de ville, et cet acte eût obtenu l'effet désiré s'il fût devenu une loi? L'échec de cette mesure a laissé le Trésor sans ressources pour faire fonctionner le gouvernement d'Etat pendant la présente année. Il est maintenant évident que la monnaie qui va faire quelque chose, la machine gouvernementale s'arrêtera, la dette actuelle de l'Etat est telle qu'avec les lois actuelles de revenu elle ne peut être payée. En conséquence, dans l'appréhension que quelque plan pourra être adopté pour soulager le Trésor, nous avons l'honneur de vous exposer les faits suivants sur la situation :

Les certificats de dette en circulation émis en vertu de l'acte No 5 de 1866 s'élèvent à.....
$900,000 00

Les mandats en circulation émis pour les allocations s'élèvent à 538,000 00

Le montant nécessaire pour faire face aux dépenses du gouvernement d'Etat pour le trimestre finissant le 31 déc. 1867, à 175,000 00

formant un total exigible de $1,613,000 00

Les recettes de toute nature jusqu'au 31 déc. 1867 s'élèveront probablement à..... 300,000 00

Laissant un déficit au 1er janvier 1868 de..... $1,313,000 00

Les recettes évaluées pour l'année 1868, basées sur les lois suivantes, atteindront probablement..... $1,400,000 00

La valeur totale des propriétés assessées de l'Etat étant de $250,000,000 la taxe d'Etat proprement dite qui est fixée par la loi à 1½ de un pour cent donnera..... $375,000 00

La taxe de millième..... 250,000 00

La taxe personnelle..... 25,000 00

Les licences sur les médecins, professions, etc..... 400,000 00

Les droits sur les ventes à l'encan..... 50,000 00

Taxes arriérées..... 30,000 00

Sources diverses..... 20,000 00

Total..... 1,400,000 00

Les dépenses de l'année 1868 s'élèveront probablement suivant l'évaluation annexée, à..... 1,313,000 00

Laissant un excédant de rentrées sur les dépenses pour l'année 1868, de..... $386,930 00

En déduisant cet excédant du déficit au 1er janvier 1868, on a un déficit au 1er janvier 1869 de $926,080 qu'il faut couvrir, soit en convertissant les certificats de dettes en obligations, soit en levant une taxe additionnelle.

La conversion de ces obligations soulagera nécessairement le Trésor de l'Etat dans une grande mesure, attendu qu'avec l'aide des recettes le Trésorier serra à même de retirer graduellement les mandats en circulation et de faire face aux dépenses courantes du gouvernement jusqu'au moment où la Législature pourra s'assembler et pourvoir, par une loi, aux moyens nécessaires à répondre à toutes les réclamations contre l'Etat.

La proposition de conversion sera accueillie par un grand nombre de personnes comme une violation de la foi donnée par l'Etat, et de l'esprit et de la lettre de la loi autorisant l'émission de ces certificats, et elle peut tendre à nuire au crédit de l'Etat dans les opérations futures. Elle peut aussi entraîner les droits acquis par les détenteurs au vertu de la loi et les exposer à de fortes pertes.

Un autre moyen de lever des fonds pour faire face aux dépenses pressantes du Trésor pendant l'année qui vient, c'est de lever une taxe additionnelle qui sera perçue suivant les lois existantes. Les rôles d'assessement indiquent que la valeur totale des propriétés imposables de l'Etat est de $850,000,000 ; en levant une taxe spéciale de une demi de un pour cent il est supposer qu'on fasse la perception de $4,250,000 ; mais dans le cas présent, en réalisera sans doute beaucoup moins à la dépense de perception, on réalisera sans doute beaucoup moins à la dépense de perception, on réalisera sans pour racheter le montant total des certificats de dette en circulation.

La dernière proposition ne peut, cependant, donner au Trésor un soulagement immédiat, car la perception des taxes ne peut être faite avant un délai de 90 jours à partir du commencement de l'année qui vient, et ne peut alors avoir lieu qui suivant la manière ordinaire dans le courant de l'année, à moins d'avoir recours à des mesures rigoureuses et oppressives. Les deux propositions peuvent donner lieu à des objections, et l'une et l'autre auront, dans certains cas, des effets rigoureux et injustes. Si la taxe levée est strictement appliquée, perçue et mise de côté pour ne ces obligations particulières cela apporterait le secours le plus prompt, et c'est ce qu'exige la situation du Trésor sans le moindre délai possible.

Confiant dans votre bonne sens et vos sentiments de justice pour décider quel est le plan le plus équitable, nous avons l'honneur, &c.

H. PERALTA, Auditeur.
ADAM GIFFEN, trésorier.

Nouvelle Orléans, 16 février 1868.

Dans le rapport que nous vous avons adressé, il y a quelques jours, sur les finances de l'Etat, nous n'avons pas compris dans nos évaluations des dépenses le montant emprunté pour l'usage du Bureau des commissaires des Levées ; en vertu de divers actes de la dernière Législature, comme suit :

De Pike, Lapeyre & Brother	$150,000 00
Smith, Newman & Co	120,000 00
Banque des Citoyens	55,000 00
Banque du Canal	30,000 00
	$365,000 00

En garantie de cette dette, les préteurs ont 698 obligations d'Etat de $1000 chacune, échéant en 1886.

La dette créée par le Bureau des Levées pour construire et réparer les Levées en aus de celle ci-dessus, s'élèvent, croyons-nous, à environ $1,200,000. Cette dette ayant été contractée par le Bureau des commissaires des Levées, que ne font pas de rapport à ce département, nous n'avons aucune information officielle sur le montant exact de, mais nous croyons que les chiffres donnés sont à peu près corrects.

Les taxes de 1860, 61, 62, 63, 64 suspendues par l'acte No 156 de la Législature de 1867 s'élèvent à environ $1,300,000.

H. PERALTA, Auditeur,
ADAM GIFFEN, Trésorier.

La crise commerciale en France.—Les ouvriers de Roubaix ont adressé à l'empereur Napoléon une pétition pour lui demander d'abolir le traité de commerce conclu avec la Grande Bretagne. L'industrie de Roubaix est de celle qui souffrent le plus de la concurrence anglaise.

L'empereur est venu au secours des ouvriers lyonnais en faisant prêter 300,000 francs à l'Association des Tisseurs par la Société du prince impérial et en faisant une commande de 140,000 francs d'étoffes pour le mobilier de la couronne. L'Association des Tisseurs a envoyé une adresse de remerciements à l'Empereur et à l'Impératrice à ce sujet.

Théâtre de l'Opéra.—La représentation qui sera donnée, ce soir mercredi, à l'Opéra, offre une attrayante combinaison. Le spectacle commencera par la *La Fille du Régiment*, qui sera chantée par madame Segnin et MM. Damiani et Dupin, et il se terminera par *La Belle Hélène* qui a fait salle comble chaque fois qu'elle a été donnée.

Jeudi on donnera *Le Barbier de Séville* qui a été si délicieusement chanté au commencement de la saison par madamoiselle Lambelé, MM. Damiani, Le Chevalier, Dupin, Tholer. Au deuxième acte, dans la scène du chant, mademoiselle Lambelé chantera, outre le grand air des *Diamants de la Couronne*, la valse de *Roméo et Juliette*.

Statues, Vases, Piedestaux. — M. G. B. Gandolfi, revenu d'Europe avec un stock considérable et bien choisi de statues de marbre de Carrare, de vases, piédestaux, tables, pendules de bronze, verrerie de Bohème, articles plaqués, couteillerie, statues d'Albâtre et jusqu'à quelques uns des produits les plus remarqués à l'Exposition de Paris, fera vendre bientôt toutes les raretés précieuses par MM. Nelligan & Bassetti, à la salle d'encan du Crescent, rue Carondelet 74. L'époque de la vente et les détails y relatifs seront donnés dans quelques jours.

Asile des Veuves.

Ce 18 février 1868.

Messieurs les éditeurs,

Veuillez mettre un mot dans votre journal pour informer le public qu'il y a à l'Asile des Veuves des personnes qui désirent partir pour France et qu'elles sont disposées à se joindre à des dames pour les soigner, afin que leur position pendant le voyage. D'autres aimeraient à s'occuper des malades ou à coudre dans les familles respectables. Puis enfin, un mot aussi pour laisser savoir que l'ouvrage manque et qu'on fait à l'Asile court-pointe ou autres, robes de chambres, &c. Nous nous empêcher que notre demande sera accueillie, et nous vous disons,

Vos très humbles,
Dames de l'Asile de la Providence.

Les demandes peuvent se faire par écrit. S'adresser à madame Vve Charles Peyroux.

Revue Européenne.

Comme nous l'avons dit, nous avons reçu avant hier soir deux malles européennes du 25 au 31 janvier. Nous lisons dans le *Journal des Débats* du 28 :

Le *Moniteur* publie ce matin le rapport adressé à l'Empereur par M. le ministre des finances. On trouvera plus loin ce document important. Souhaitons que l'emprunt de 440 millions qu'on va demander au Corps-Législatif la permission de contracter pour les travaux dont les avantages ne s'en promet M. Magne. Nous voudrions surtout qu'il pût nous donner le bien précieux que ne nous a encore procuré aucun de nos nouveaux emprunts : la sécurité depuis seize ans : "la paix calme, sûre d'elle-même, féconde, réposant sur la commune entente et le respect mutuel."

Nous apprenons l'attention de nos lecteurs sur le passage du rapport de M. Magne relatif aux obligations mexicaines. Nous voyons avec plaisir que le ministre déclare "mal fondées en droit les réclamations actuellement de l'Etat, et délorl tés des contribuables qui ont eu la sagesse de ne pas souscrire à l'emprunt mexicain ne doit nullement pas au hasard à la minorité qui a été assez déraisonnable pour en prendre. Cependant le ministre ajoute que, par suite de considérations morales (reposant notamment sur ce fait, qu'une partie des emprunts mexicains a été négociée à payer la dette du gouvernement de Maximilien envers la France), la question de l'indemnité a été soumise au Conseil d'Etat.

Il y a un point sur lequel nous sommes entièrement de l'avis du ministre. M. Magne émet l'opinion que l'abondance des capitaux est favorable au crédit français. En effet, les capitaux, rendus rares par l'expérience, se détournent aujourd'hui avec effroi de la spéculation et des emprunts étrangers, et ils se porteront évidemment sur les valeurs, de manière à assurer le succès de l'emprunt.

Le Sénat a terminé la discussion relative à la loi militaire, et, à l'unanimité des voix moins une, celle de l'honorable M. Michel Chevalier, l'assemblée a déclaré ne pas s'opposer à la promulgation de la loi.

La Chambre a commencé le 29 janvier la discussion de la loi sur la presse. Elle a entendu dans cette première séance MM. Eug. Pelletan, Lafond de St-Mur, Jules Simon et Latour du Moulin.

La discussion a dû continuer dans la séance du 30. La *Patrie* dit à ce sujet :

On s'attend à des débats très animés. M. Thiers prendra, dit-on, la parole.

Si nous sommes bien informé, l'intention de l'honorable député serait de rattacher ses énergiques réclamations en faveur de la liberté de la presse à un théorie "des libertés nécessaires" émise par lui, il y a trois ans, lors de sa rentrée à la Chambre.

M. Granier de Cassagnac parlerait aussi. Il ferait un résumé consacrait des législations de la presse en France et en Angleterre.

Il est également question de discours de MM. Pinard et Baroche.

Les journaux publient le texte des jugements qui condamnent à 1,000 francs d'amende les gérants de dix journaux pour publication illégale de comptes-rendus des séances des Chambres, différant du compte rendu officiel. Les journaux condamnés sont : *Le Glaneur*, le *Journal de Paris*, *L'Intérêt Public*, *L'Union*, *Le Débats*, *La France*, *L'Avenir National*, *Le Temps*, *L. Siècle*, *L'Opinion Nationale*. On dit que l'intention des directeurs de ces journaux est d'épuiser tous les degrés de juridiction.

Mise empruntoire à *La Patrie* les paragraphes suivants :

On écrit de Berlin à la *Gazette de Cologne* que la récente circulaire que M. Pinard, ministre de l'intérieur, a adressée aux préfets au sujet d'une attitude pacifique à observer dans la presse provinciale de l'empire français, aurait donné lieu à une circulaire dans laquelle le gouvernement prussien gigulerait à ses agents à réprimer toute démarche du gouvernement français comme un symptôme tout à fait de nature à donner un caractère de plus en plus amical aux relations des deux gouvernements.

Des lettres particulières de Civita-Vecchia nous informent qu'on est à la veille de prendre des dispositions pour opérer le rapatriement d'une seconde portion du corps expéditionnaire français.

Les troupes qui seraient maintenues dans les Etats pontificaux ne formeraient plus qu'une division, qui serait placée sous le commande. ment de M. le général Dumont.

M. le général de Failly rentrerait en France avec les troupes rapatriées.

Nous trouvons dans la *Nation* du 28 une longue analyse de la lettre politique, déjà connue, que M. le général La Marmora vient d'adresser à ses électeurs de Biella.

Nous en détachons le passage suivant :

" Les nations ne vont pas au galop. Leur existence se compte par siècles et non par années. Nous avons tout à espérer du temps.

" Maintenons donc notre programme national, mais sans jactance et sans propositions qui soient de nature à troubler nos rapports avec une grande nation avec laquelle nous avons tant d'intérêts communs.

" Occupons-nous sérieusement de nos finances et de notre réorganisation intérieure, civile et militaire.

" Apprenons à nous bien gouverner avec la liberté et à l'introduire dans nos administrations. Autrement, il ne nous restera de crédit ni au dedans ni au dehors. Nous n'aurons plus d'une grande nation que le nom, les charges et les inconvénients, et non pas la prospérité, l'honneur, la splendeur et la puissance, et l'on nous refusera dans la société européenne ce point que nous avons conquis à la paix en nous unissant, et qui nous est déjà presque contesté aujourd'hui."

On peut reprocher au général La Marmora, ajoute le *Nation*, d'avoir voulu un peu trop attéuner l'importance de la question romaine ; mais quand on préfère le cri de *Rome ou la mort !* et que l'on prêche ainsi ouvertement la guerre, on ne peut plus rien faire pour empêcher le développement des sèves libérales en Autriche, et on ne veut nullement porter atteinte à la liberté et à l'unité de ce pays. L'unité de l'Autriche est un fait accompli. Sous le rapport de la liberté, la Hongrie est un Etat souverain, et n'a pas la prétention d'être propagande comme un modèle aux autres pays."

Nous reproduisons de Lisbonne le télégramme suivant :

Lisbonne, 26 janvier, soir.

La télégraphe de Paris nous informe des bruits qui courent relativement à la tranquilité du royaume. Ces bruits sont sans fondement. Le calme règne partout dans les provinces. On se prépare à l'élection des Cortès, et le ministère dont le chef, M. d'Arila, a fait preuve d'un grand esprit politique, se rend par de sages concessions, de jour en jour plus populaire.

On ne doute pas du résultat favorable des élections.

Arrivée du St Laurent à New York.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis* du 13 courant :

Le vapeur *St Laurent*, capitaine de Boeandé, parti de Brest le 1er courant, est arrivé hier matin à New York avec 147 passagers et un plein chargement. Il a essuyé pendant tout le voyage de forts tempêtes d'Ouest, à une de elle a été constamment forte. Dimanche dernier il a rencontré le steamer anglais *Cambria*, qui revenait vers l'Est. Cette traversée du *St Laurent* est des plus rapides pour la saison, et en raison des gros temps continués.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—18 février.

Thermomètre de C. Duhamel, Opticien, Encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M.	45 degrés.
Midi	66 "
3 heures P. M.	66 "
6 heures P. M.	61 "

Le détournement des lettres a la poste.—Le juge Emerson de la 3eme Cour de District, dans l'affaire de W. E. Finch, accusé d'avoir commis ce détournement, a renvoyé le prisonnier devant le grand jury sur les deux premiers chefs d'accusation, mais il a déclaré que le troisième chef d'accusation, qui est celui qui s'en promet M. Magne. Nous voudrions surtout qu'il pût nous donner le bien précieux que ne nous a encore procuré aucun de nos nouveaux emprunts : la sécurité depuis seize ans : "la paix calme, sûre d'elle-même, féconde, réposant sur la commune entente et le respect mutuel.".

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur le passage du rapport de M. Magne relatif aux obligations mexicaines. Nous voyons avec plaisir que le ministre déclare "mal fondées en droit les réclamations actuellement de l'Etat, et délorl tés des contribuables qui ont eu la sagesse de ne pas souscrire à l'emprunt mexicain ne doit nullement pas au hasard à la minorité qui a été assez déraisonnable pour en prendre. Cependant le ministre ajoute que, par suite de considérations morales (reposant notamment sur ce fait, qu'une partie des emprunts mexicains a été négociée à payer la dette du gouvernement de Maximilien envers la France), la question de l'indemnité a été soumise au Conseil d'Etat.

Il y a un point sur lequel nous sommes entièrement de l'avis du ministre. M. Magne émet l'opinion que l'abondance des capitaux est favorable au crédit français. En effet, les capitaux, rendus rares par l'expérience, se détournent aujourd'hui avec effroi de la spéculation et des emprunts étrangers, et ils se porteront évidemment sur les valeurs, de manière à assurer le succès de l'emprunt.

Le Sénat a terminé la discussion relative à la loi militaire, et, à l'unanimité des voix moins une, celle de l'honorable M. Michel Chevalier, l'assemblée a déclaré ne pas s'opposer à la promulgation de la loi.

La Chambre a commencé le 29 janvier la discussion de la loi sur la presse. Elle a entendu dans cette première séance MM. Eug. Pelletan, Lafond de St-Mur, Jules Simon et Latour du Moulin.

La discussion a dû continuer dans la séance du 30. La *Patrie* dit à ce sujet :

On s'attend à des débats très animés. M. Thiers prendra, dit-on, la parole.

Si nous sommes bien informé, l'intention de l'honorable député serait de rattacher ses énergiques réclamations en faveur de la liberté de la presse à un théorie "des libertés nécessaires" émise par lui, il y a trois ans, lors de sa rentrée à la Chambre.

M. Granier de Cassagnac parlerait aussi. Il ferait un résumé consacrait des législations de la presse en France et en Angleterre.

Il est également question de discours de MM. Pinard et Baroche.

Les journaux publient le texte des jugements qui condamnent à 1,000 francs d'amende les gérants de dix journaux pour publication illégale de comptes-rendus des séances des Chambres, différant du compte rendu officiel. Les journaux condamnés sont : *Le Glaneur*, le *Journal de Paris*, *L'Intérêt Public*, *L'Union*, *Le Débats*, *La France*, *L'Avenir National*, *Le Temps*, *L. Siècle*, *L'Opinion Nationale*. On dit que l'intention des directeurs de ces journaux est d'épuiser tous les degrés de juridiction.

Mise empruntoire à *La Patrie* les paragraphes suivants :

On écrit de Berlin à la *Gazette de Cologne* que la récente circulaire que M. Pinard, ministre de l'intérieur, a adressée aux préfets au sujet d'une attitude pacifique à observer dans la presse provinciale de l'empire français, aurait donné lieu à une circulaire dans laquelle le gouvernement prussien gigulerait à ses agents à réprimer toute démarche du gouvernement français comme un symptôme tout à fait de nature à donner un caractère de plus en plus amical aux relations des deux gouvernements.

Des lettres particulières de Civita-Vecchia nous informent qu'on est à la veille de prendre des dispositions pour opérer le rapatriement d'une seconde portion du corps expéditionnaire français.

Les troupes qui seraient maintenues dans les Etats pontificaux ne formeraient plus qu'une division, qui serait placée sous le commande. ment de M. le général Dumont.

M. le général de Failly rentrerait en France avec les troupes rapatriées.

Nous trouvons dans la *Nation* du 28 une longue analyse de la lettre politique, déjà connue, que M. le général La Marmora vient d'adresser à ses électeurs de Biella.

Nous en détachons le passage suivant :

" Les nations ne vont pas au galop. Leur existence se compte par siècles et non par années. Nous avons tout à espérer du temps.

" Maintenons donc notre programme national, mais sans jactance et sans propositions qui soient de nature à troubler nos rapports avec une grande nation avec laquelle nous avons tant d'intérêts communs.

" Occupons-nous sérieusement de nos finances et de notre réorganisation intérieure, civile et militaire.

" Apprenons à nous bien gouverner avec la liberté et à l'introduire dans nos administrations. Autrement, il ne nous restera de crédit ni au dedans ni au dehors. Nous n'aurons plus d'une grande nation que le nom, les charges et les inconvénients, et non pas la prospérité, l'honneur, la splendeur et la puissance, et l'on nous refusera dans la société européenne ce point que nous avons conquis à la paix en nous unissant, et qui nous est déjà presque contesté aujourd'hui."

Un pas reprocher au général La Marmora, ajoute le *Nation*, d'avoir voulu un peu trop atténuer l'importance de la question romaine ; mais quand on préfère le cri de *Rome ou la mort !* et que l'on prêche ainsi ouvertement la guerre, on ne peut plus rien faire pour empêcher le développement des sèves libérales en Autriche, et on ne veut nullement porter atteinte à la liberté et à l'unité de ce pays. L'unité de l'Autriche est un fait accompli. Sous le rapport de la liberté, la Hongrie est un Etat souverain, et n'a pas la prétention d'être propagande comme un modèle aux autres pays."

Nous reproduisons de Lisbonne le télégramme suivant :

Lisbonne, 26 janvier, soir.

La télégraphe de Paris nous informe des bruits qui courent relativement à la tranquilité du royaume. Ces bruits sont sans fondement. Le calme règne partout dans les provinces. On se prépare à l'élection des Cortès, et le ministère dont le chef, M. d'Arila, a fait preuve d'un grand esprit politique, se rend par de sages concessions, de jour en jour plus populaire.

On ne doute pas du résultat favorable des élections.

Arrivée du St Laurent à New York.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis* du 13 courant :

Le vapeur *St Laurent*, capitaine de Boeandé, parti de Brest le 1er courant, est arrivé hier matin à New York avec 147 passagers et un plein chargement. Il a essuyé pendant tout le voyage de forts tempêtes d'Ouest, à une de elle a été constamment forte. Dimanche dernier il a rencontré le steamer anglais *Cambria*, qui revenait vers l'Est. Cette traversée du *St Laurent* est des plus rapides pour la saison, et en raison des gros temps continués.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—18 février.

Thermomètre de C. Duhamel, Opticien, Encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M.	45 degrés.
Midi	66 "
3 heures P. M.	66 "
6 heures P. M.	61 "

Le détournement des lettres a la poste.—Le juge Emerson de la 3eme Cour de District, dans l'affaire de W. E. Finch, accusé d'avoir commis ce détournement, a renvoyé le prisonnier devant le grand jury sur les deux premiers chefs d'accusation, mais il a déclaré que le troisième chef d'accusation, qui est celui qui s'en promet M. Magne. Nous voudrions surtout qu'il pût nous donner le bien précieux que ne nous a encore procuré aucun de nos nouveaux emprunts : la sécurité depuis seize ans : "la paix calme, sûre d'elle-même, féconde, réposant sur la commune entente et le respect mutuel.".

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur le passage du rapport de M. Magne relatif aux obligations mexicaines. Nous voyons avec plaisir que le ministre déclare "mal fondées en droit les réclamations actuellement de l'Etat, et délorl tés des contribuables qui ont eu la sagesse de ne pas souscrire à l'emprunt mexicain ne doit nullement pas au hasard à la minorité qui a été assez déraisonnable pour en prendre. Cependant le ministre ajoute que, par suite de considérations morales (reposant notamment sur ce fait, qu'une partie des emprunts mexicains a été négociée à payer la dette du gouvernement de Maximilien envers la France), la question de l'indemnité a été soumise au Conseil d'Etat.

Il y a un point sur lequel nous sommes entièrement de l'avis du ministre. M. Magne émet l'opinion que l'abondance des capitaux est favorable au crédit français. En effet, les capitaux, rendus rares par l'expérience, se détournent aujourd'hui avec effroi de la spéculation et des emprunts étrangers, et ils se porteront évidemment sur les valeurs, de manière à assurer le succès de l'emprunt.

Le Sénat a terminé la discussion relative à la loi militaire, et, à l'unanimité des voix moins une, celle de l'honorable M. Michel Chevalier, l'assemblée a déclaré ne pas s'opposer à la promulgation de la loi.

La Chambre a commencé le 29 janvier la discussion de la loi sur la presse. Elle a entendu dans cette première séance MM. Eug. Pelletan, Lafond de St-Mur, Jules Simon et Latour du Moulin.

La discussion a dû continuer dans la séance du 30. La *Patrie* dit à ce sujet :

On s'attend à des débats très animés. M. Thiers prendra, dit-on, la parole.

Si nous sommes bien informé, l'intention de l'honorable député serait de rattacher ses énergiques réclamations en faveur de la liberté de la presse à un théorie "des libertés nécessaires" émise par lui, il y a trois ans, lors de sa rentrée à la Chambre.

M. Granier de Cassagnac parlerait aussi. Il ferait un résumé consacrait des législations de la presse en France et en Angleterre.

Il est également question de discours de MM. Pinard et Baroche.

Les journaux publient le texte des jugements qui condamnent à 1,000 francs d'amende les gérants de dix journaux pour publication illégale de comptes-rendus des séances des Chambres, différant du compte rendu officiel. Les journaux condamnés sont : *Le Glaneur*, le *Journal de Paris*, *L'Intérêt Public*, *L'Union*, *Le Débats*, *La France*, *L'Avenir National*, *Le Temps*, *L. Siècle*, *L'Opinion Nationale*. On dit que l'intention des directeurs de ces journaux est d'épuiser tous les degrés de juridiction.

Mise empruntoire à *La Patrie* les paragraphes suivants :

On écrit de Berlin à la *Gazette de Cologne* que la récente circulaire que M. Pinard, ministre de l'intérieur, a adressée aux préfets au sujet d'une attitude pacifique à observer dans la presse provinciale de l'empire français, aurait donné lieu à une circulaire dans laquelle le gouvernement prussien gigulerait à ses agents à réprimer toute démarche du gouvernement français comme un symptôme tout à fait de nature à donner un caractère de plus en plus amical aux relations des deux gouvernements.

Des lettres particulières de Civita-Vecchia nous informent qu'on est à la veille de prendre des dispositions pour opérer le rapatriement d'une seconde portion du corps expéditionnaire français.

Les troupes qui seraient maintenues dans les Etats pontificaux ne formeraient plus qu'une

BULLETIN FINANCIER.

Mardi soir. 18 février.

L'activité des transactions sur le coton et l'augmentation de nos moyens de circulation provenant d'autres sources, ont donné une nouvelle amélioration au marché monétaire. Les banques escomptent tous les effets qui leur offre de placer commercial approuvé, et font des avances libérales sur les sécurités collatérales ordinaires. Au dehors, les bons billets, garantis à la satisfaction du prêteur, sont promptement négociés à 1 à 1 1/4 pour cent par mois, et les billets hypothécaires à 12 à 15 pour cent par an: mais les capitalistes refusent même les meilleures signatures à un escompte moindre que 12.

Un vif intérêt a été causé dans les cercles financiers par la lettre de l'auditeur et du trésorier au commandant du District, qui a pleine autorité pour agir dans cette matière. Il y a de sérieuses objections aux deux modes suggérés dans cette communication pour secourir le trésor. Contre celui qui consiste à convertir les certificats de dette en mandats on allègue que ce serait une violation de la foi de l'Etat et que cela nuirait à son crédit ; et contre celui qui consiste à lever une taxe de un demi de un pour cent on objecte que la taxe ne pourrait être perçue en temps utile.

Nous pensons qu'on peut opposer à cette nouvelle taxe de fortes encore meilleures. Le fait que les taxes de 1860 à 1864, montant à 1,300,000 ont été suspendues par la dernière Législature, indique combien les capitalistes sont enlevés en leurs à prélever ainsi cette nouvelle taxe fort lourde.

Les taxes non payées dont il s'agit sont presqu'égales au montant des certificats et des mandats en circulation. Si les débiteurs n'ont pu les payer même en 1867, est-il probable qu'ils puissent faire face à un nouvel impôt ? La charge tomb-rait sur un petit nombre de contribuables de la ville et de la campagne en état de payer ce qui serait une injustice.

L'or a ouvert à 140, contre 140 1/4 hier soir, et a fermé à 139 1/2 à 139 3/4. Les ventes ont brassent $10,000 à 139 1/2, $15,000 à 139 3/4, et $2,000 à 140 ; aussi au Board hier soir $6,000 à 140 1/4. En argent nous avons vendu hier matin de 1,000 écus mexicains à 143 1/4 et $7000 à 2 1/2 de prime en or.

Les mouvements dans le change étranger se sont maintenus sans changement. Les ventes ont embrassé 971 barils, dont 100 de fine, 100 de superfine et 571 extra. Nous avons fait un dépôté en leur déclarant que, dans sa conviction, ils venaient d'approuver par ce vote la politique générale du gouvernement. Ils ont alors voté les résolutions ci-jointes, dont la meilleure des récompenses dans les derniers jours de sa vie, consacrée tout entière au service de la cause.

" Le projet de loi qu'on venait de voter ne pouvait être, actil dit, combattu, car, s'il se trouvait à la place des députés de l'opposition, il l'aurait voté sans aucune hésitation.

" Je peux assurer à MM. les députés, a continué le maréchal, que les armes données aux troupes françaises, pour la guerre qu'a la défense de la reine, à celle de la dynastie et des institutions libérales du pays. (Très bien !) Oui, les institutions, car malgré les accusations dirigées contre les ministres, qui ont accusé d'être rétrogrades, mes collègues et moi nous sommes et nous serons toujours sincèrement et loyalement constitutionnels. (Très bien.)

" Sure, comme nous le sommes, de la loyauté de la reine, et sûre qu'elle ne manquera pas à ses serments, nous devons combattre tout été ment anarchique et irréconciliable avec le trône. (Approbation prolongée.) Nous connaissons la loyauté des intentions de S. M. la reine, et nous devons proclamer très haut les intentions de la nation, qui veut le maintien de l'ordre, la faute est à nous, car la reine veut que le trône et les institutions libérales demeurent étroitement liés."

Nouvelle carte de France.

Nous lisons dans le *Monde Illustré* :

On vient de mettre sous mes yeux une *carte de France* dont la vente est autorisée en Prusse, et qui porte en marge quelques lignes dont voici la traduction littérale :

Nous croyons le moment opportun pour faire connaître à l'Europe le résultat de nos études sérieuses et approfondies sur la *question franco-belge*.

La *Carte de France* ci jointe expose d'une manière brève et claire notre opinion pour le tout de la paix, la modération et de la fondation d'une paix durable.

La France y est *transformée* en un Etat moyen occidental et assez arrondi, auquel man ne peut reprocher ni agrandissement, ni par conséquent la nécessité d'impots exorbitants : *ce qui ne peut donc que contribuer à son bien être.*

L'Europe pourra désarmer et éviter la banqueroute qui la menace.

La Suisse gagne la *Savoie* et *Nice*, le *Dauphiné*, la *Provence*, une partie de la *Franche Comté* et de la *Bourgogne* jusqu'au Rhône et à la Saône, *ces frontières naturelles (!!)*.

La France sera ainsi *délivrée* du dangereux voisinage de l'Italie et de la Confédération helvétique, *dont on ne peut méconnaître les tendances républicaines*, pourront sans gênes s'y livrer.

La Suisse restera, après comme avant, complétement neutre.

La question de nationalité et de langue n'offre ici aucune difficulté.

Les provinces qui forment la *Gascogne*, le *Languedoc* et la *Guienne*, et sera, *au lieu de la France* (dont les désirs seront ainsi accomplis), admise com me grande puissance dans le concert européen.

Les nationalités ont aussi ici quelque affinité, qui, avec une cure vigoureuse et des soins mieux dirigés, pourra mener à une complète guérison.

Les côtes de la Méditerranée, jusqu'à ce jour réputées inhospitalières, appartiendront ainsi à l'Espagne et à la Suisse.

L'Angleterre, qui craint tant *Cherbourg* aura cette ville, avec son ancienne *Normandie* et l'*Ile de France*.

La Belgique mérite sous plus d'un rapport la considération et les égards de l'Europe.

Son *agrandissement* par la *Picardie*, l'*Artois*, la *Flandre française* et le nord de la *Champagne*, est un moins aussi important pour la paix et l'équilibre de l'Europe que le précédent cessi de sa réunion avec la Hollande.

Les plans rapports sont ici particulièrement favorables.

Quant à l